

RÉSULTATS DE LA TROISIÈME RÉUNION DU CONSORTIUM POUR LES INFRASTRUCTURES EN AFRIQUE BERLIN, 17-18 JANVIER 2007

La troisième réunion de haut niveau du Consortium pour les infrastructures en Afrique (ICA) s'est tenue du 17 au 18 janvier 2007 à Berlin. Au début de la présidence allemande du G8, la réunion était organisée par le ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ) de la République d'Allemagne.

La réunion a notamment enregistré la participation des représentants de haut niveau des ministères et organismes bilatéraux du G8 en charge des programmes concernant l'infrastructure en Afrique, des organismes multilatéraux et des principales institutions africaines. La Chine a également participé pour la première fois en qualité d'observateur. Une liste exhaustive des participants figure à l'annexe 1 du présent document.

Les membres du Consortium se sont félicités de l'annonce faite par l'Allemagne d'utiliser sa présidence du G8 en 2007 pour maintenir l'Afrique au centre des préoccupations, en mettant un accent particulier sur l'amélioration du climat des investissements et l'élimination des goulots d'étranglement dans le domaine des infrastructures.

1. Augmentation des ressources

En 2006, les engagements des membres du Consortium en faveur du secteur des infrastructures en Afrique étaient estimés à 7,7 milliards \$ EU¹. Ce chiffre était en augmentation par rapport à celui de 7 milliards \$ EU enregistré en 2005. L'accroissement de ces engagements résulte principalement des activités menées par la Banque mondiale, la Commission européenne et la Banque africaine de développement. Parmi les donateurs bilatéraux, le Japon et les États-Unis affichent les plus fortes hausses en dépenses directes sur les projets d'infrastructure. L'appui global fourni par les membres du Consortium pour le développement de l'infrastructure en Afrique a augmenté d'environ 10 % au cours de la première année, tandis que l'aide publique au développement accordée à l'Afrique subsaharienne a pour sa part progressé d'environ 15 % dans ce secteur.

L'appui accordé par les donateurs aux projets regroupant plusieurs pays en Afrique a doublé en 2006 (approximativement 20 % des dépenses globales). Malgré cette tendance, les ressources actuelles ne permettent pas de répondre efficacement à la demande. En outre, les membres du Consortium ont souligné la nécessité de faire des provisions suffisantes de ressources pour les opérations et l'entretien.

Les membres du Consortium ont convenu avec la Banque mondiale et la Banque africaine de développement que les discussions relatives à la reconstitution des ressources en 2007 de l'AID 15 et du FAD 11 devraient viser une forte mobilisation de ressources financières en faveur de l'infrastructure, et en particulier des projets régionaux. Le Fonds spécial UE-Afrique, instrument de financement du partenariat UE-Afrique pour les infrastructures, qui canaliserait les ressources de l'UE vers les projets régionaux et transfrontaliers, devrait lancer ses activités au printemps 2007. Il sera géré par la Banque européenne d'investissement (BEI).

¹ Ces chiffres incluent l'APD et les prêts non concessionnels accordés à l'Afrique dans son ensemble par les donateurs et les banques de développement des membres du Consortium.

2. Collaboration avec la Chine

Les membres du Consortium ont accueilli pour la première fois, en qualité d'observateurs, les représentants de la Banque populaire de Chine et de China Eximbank. Il a été relevé qu'à la suite du sommet sino-africain tenu à Beijing en novembre 2006, la Chine s'est engagée à investir 5 milliards \$ EU dans le domaine des infrastructures en Afrique sur les trois années à venir.

Les membres du Consortium ont convenu d'intensifier leur dialogue avec la Chine. Pour la Chine, l'harmonisation des politiques et des procédures, ainsi que la recherche de résultats gagnants-gagnants, sont deux domaines qui pourraient être exploités.

La Chine s'est réjouie de l'échange accru d'informations sur les projets régionaux en Afrique, qu'elle considère comme un premier pas vers une participation accrue à ces projets.

Le Secrétariat du Consortium continuera d'explorer les voies et moyens de renforcer la coopération avec la Chine pour soutenir les efforts actuellement déployés par les membres du Consortium.

3. Renforcement des capacités des CER

L'Allemagne a présenté un document de conception en vue du renforcement des capacités des communautés économiques régionales pour la fourniture d'infrastructures dans le cadre de sa présidence du G8. Les membres du Consortium ont convenu de l'importance du renforcement des capacités des Communautés Economiques Régionales (CER) dans le domaine de l'infrastructure et ont décidé de travailler en collaboration avec l'Allemagne et les partenaires africains pour aider à façonner cette initiative en prévision du sommet du G8 prévu en juillet.

Les membres ont relevé que l'initiative arrive à point nommé et elle devrait aider à répondre à des besoins bien définis en ce qui concerne les rôles et responsabilités à assumer, le renforcement des capacités et les plans d'exécution d'infrastructure bien élaborés provenant des CER et reconnus par l'Union africaine. Pour garantir la complémentarité et l'harmonisation des approches, l'initiative doit prendre en compte toutes les initiatives en cours et les activités des institutions africaines comme la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique et s'y aligner.

Les membres ont favorablement accueilli comme première étape, le nouveau document sur le «Mécanisme de coordination» de la Commission de l'Union africaine (AUC), qui vise à préciser les rôles et responsabilités de l'AUC, du Secrétariat du NEPAD et des CER dans la fourniture des infrastructures. Le document devrait servir de base au renforcement de la coordination et de l'alignement des activités, y compris le renforcement des capacités.

Lors d'une réunion spéciale tenue le 17 janvier 2007 sur les prochaines étapes du processus, l'AUC, la BAD, la BMZ et la Banque mondiale ont convenu de la tenue d'une réunion de planification de l'initiative du G8 pour le renforcement des capacités dans les locaux de la Commission de l'Union africaine, à Addis-Abeba, du 5 au 6 mars 2007.

Le Japon s'est montré disposé à fournir la coopération technique en vue du renforcement des capacités des CER sur le plan pratique, pour la préparation des projets, la coordination des informations sur les projets avec les pays concernés, la recherche de consensus aux niveaux régional et national et la préparation de projets afin de leur permettre de bénéficier aisément d'un concours financier.

4. Appui face aux besoins énergétiques de l'Afrique

Les membres du Consortium ont réitéré la nécessité de renforcer leur appui au secteur de l'énergie en Afrique.

La réunion organisée à Tunis en décembre 2006 sur le thème « *financer l'électricité pour la croissance en Afrique* », a permis de maintenir une attention particulière sur la crise énergétique dans le continent et d'ouvrir de nouvelles perspectives importantes de dialogue avec le secteur privé. Les membres du Consortium ont préconisé la tenue d'une réunion de suivi en 2007.

D'autres appuis en faveur du renforcement des capacités des pools énergétiques en Afrique ont été annoncés par la Communauté européenne, le Japon et les États-Unis.

5. Partenariats public-privé et coopération avec le secteur privé

Les membres ont convenu de l'importante nécessité de mettre à contribution à la fois le secteur privé local et le secteur privé international, avec un accent particulier sur l'appui aux petites entreprises locales. L'échange d'informations et la sensibilisation du secteur privé à travers l'organisation de conférences sont deux exemples qui montrent comment le Secrétariat du Consortium peut appuyer cet effort.

Les membres du Consortium veilleront à ce que l'information relative aux instruments de risques actuels soit plus facilement disponible pour le secteur privé.

6. Appui en cours aux études analytiques

L'étude diagnostique pays sur l'infrastructure en Afrique (EDIA) et le Cadre stratégique à moyen et long terme (CSMLT) du NEPAD sont dans la bonne voie et seront finalisés en 2007.

Le Royaume-Uni a proposé son appui pour l'extension de l'EDIA à un plus grand nombre de pays en Afrique. La Communauté européenne a également confirmé qu'elle apportera son appui à l'EDIA dans le cadre de ses activités de lancement en 2007 au titre du partenariat UE-Afrique sur les infrastructures.

Les membres du Consortium étudieront une proposition de rapport élaborée par la BAD pour garantir la viabilité des statistiques produites par les deux études que les membres examineront.

7. Développement du transport routier en Afrique

Reconnaissant l'importance du transport routier dans l'intégration et le commerce régional en Afrique, les membres du Consortium ont organisé une discussion spécifique d'une demi-journée sur ce thème, en présence des experts de haut niveau du secteur des transports, y compris le président du Programme de la politique de transport en Afrique sub-saharienne (SSATP).

Des échanges de vue divers ont eu lieu ainsi qu'il suit :

- S'il est vrai que des progrès ont été accomplis pour compléter certains tronçons manquants des autoroutes transafricaines, il n'en demeure pas moins que peu d'avancées ont été enregistrées pour l'élimination des barrières non physiques. Les conditions du commerce demeurent difficiles et les gains des investissements ne sont pas encore pleinement exploités ;

- Les nouveaux résultats du modèle gravitationnel du commerce de la Banque mondiale montrent les avantages éventuels du réseau routier transafricain pour le commerce intra-régional.
- Les CER ont un rôle important à jouer dans la fourniture de l'appui aux pays membres et dans la collaboration visant l'élimination des barrières non physiques et l'harmonisation des politiques régionales.
- Les groupes de gestion des corridors, facilités par SSATP, montrent des signes avant-coureurs de succès dans la facilitation du transport, à travers notamment la création de postes frontières uniques. Le cas du corridor nord en Afrique de l'Est a été cité en exemple.
- Il est nécessaire de faire du transport routier le secteur qui facilite le plus la participation du secteur privé aux activités comme le financement des péages, l'entretien des autoroutes et l'élaboration de politiques pertinentes qui offrent au secteur privé la confiance dont elle a besoin pour investir. L'initiative pour l'aménagement de l'espace (IAE) est une approche qui peut permettre de renforcer la participation du secteur privé et la viabilité des investissements.
- L'approche du corridor au niveau régional pourrait compléter l'approche sectorielle-pays qui comprend les services du transport et d'autres modes de transport.
- Le mauvais entretien des routes demeure la principale contrainte et les solutions de financement dans nombre de pays ne sont pas encore viables. Les approches complémentaires à explorer sont par exemple l'entretien à long terme sur la base de la performance et les marchés de construction et d'entretien, l'accroissement des financements publics à travers un appui budgétaire général et le développement de l'appui budgétaire sectoriel.

Concluant cette session, les membres du Consortium se sont accordés sur la proposition émise par le Secrétariat de convoquer une réunion technique couvrant tous les modes de transport en 2007, avec pour objectif d'améliorer la participation du secteur privé.

8. Plan de travail et budget de l'ICA pour 2007

Le plan de travail et le budget 2007 ont été distribués aux membres pour commentaires et contributions éventuelles en nature ou sous toute autre forme. La France a annoncé qu'elle détachera un expert au Secrétariat de l'ICA, pour une période de deux ans.

9. Lieu et date de la prochaine réunion

Au vu de la proposition visant la tenue d'une réunion de haut niveau une fois par an, la prochaine réunion du Consortium est provisoirement prévue au début de 2008. La date et le lieu de la Réunion seront confirmés par le Secrétariat de l'ICA.

Liste des participants
Réunion de haut niveau de l'ICA, Berlin, 17-18 janvier 2007

G8		
1	Ned Cabot	Chef, Division Afrique, Agence américaine pour le commerce et le développement
2	Ronald Greenberg	Chef, Crois. Écon. Env, et Agriculture, Bureau du développement durable, USAID
3	Louise Clément	Directeur général du Programme Pan Africain et du Fonds canadien pour l'Afrique, ACDI
4	Ralf Schroeder	Chef de Division, BMZ
5	Andreas Foerster	RD – BMZ
6	Friederike Bauer	BMZ
7	Jochen Hoettcke	Cellule d'appui à la Présidence du G8
8	Walter walter	Consultant BMZ /GTZ
9	Jean-Stéphane Couture	Agent principal de programme, ACDI
10	Dr. Michael Hofmann	Directeur général, BMZ
11	Dr. Manfred Konukiewitz	Directeur général adjoint, BMZ
12	Bruno Wenn	Premier vice-président, SSA, KfW
13	Klaus Ghir	Chef, Division des transports et de l'infrastructure régionale, KfW
14	Rolf Hennes	Ingénieur principal des transports, KfW
15	André Pouillès-Duplaix	Directeur adjoint, Ministère des Affaires étrangères
16	Christelle Josselin	Dialogue institutionnel et stratégique – Agence française de développement
17	Jean-Francis Benhamou	Économiste, Département Infra. et dév. urbain - Agence française de développement
18	M. Naofumi Hashimoto	Directeur, Bureau de la Coopération économique, MFA
19	Norimasa Yoshida	Conseiller du NEPAD détaché à la DBSA, JICA
20	Yuka Hananogi	Conseiller spécial, JICA
21	Sam Sharpe	Directeur pour l'Afrique, DFID
22	Ian Curtis	Conseiller principal, DFID
23	Giancarlo Palma	Ministère des Affaires étrangères, Italie
24	Filippo Scammacca	Chef, Coopération financière, Ministère des Affaires étrangères, Italie
25	Oleg Vlasov	Conseiller principal, Ministère des Affaires étrangères, Russie
Multilatéral		
26	Michel Wormser	Directeur principal, Développement durable, Région Afrique, Banque mondiale
27	Mark Tomlinson	Directeur, Programmes régionaux, Région Afrique, Banque mondiale
28	Vivien Foster	Economiste
29	Sanjivi Rajasingham	Responsable sectoriel, Transports, Afrique
30	Uwe Deichmann	Groupe de recherche sur le développement
31	Sascha Djumena	Fonctionnaire principal chargé des opérations / Banque mondiale
32	Antonio Garcia Fragio	Chef, Division de la Gouvernance économique: Infrastructure, Commerce & Intégration régionale, CE
33	Bruce Thompson	Chef, Division de l'Infrastructure, et de la Gouvernance économique, CE
34	Dr. Mandla Gantsho	Vice-président, Infrastructure, BAD

35	Gilbert Mbeshherubusa	Directeur, Infrastructure, BAD
36	Ali Kies	Chef, Division des Transports, BAD
37	Ini Urua	Chef p.i. Unité NEPAD, BAD
38	Amadou Oumarou	Ingénieur principal , Transport, BAD
40	Dr. Bane Maleke	Chef, Unité chargée des partenariats africains, DBSA
42	Robert Fiege	Planificateur d'entreprise principal, Banque européenne d'investissement (BEI)
Chine		
43	Xin Bin	Directeur général adjoint chargé du Département des prêts concessionnels, Eximbank, Chine
44	Gao Zhen	Directeur adjoint, Département des prêts concessionnels, Eximbank, Chine
45	Li Jingyang	Représentante adjointe, Allemande, Banque populaire de Chine
UA/NEPAD		
46	Dr. Bernard Zoba	Commissaire chargé de l'Infrastructure, Commission de l'Union africaine(AUC)
47	David Kajange	Chef, Transport & Tourisme, Commission de l'Union africaine(AUC)
48	Dr. Maurice Niaty-Mouamba	Consultant, Economiste des transports, AUC
49	Jean Prosper Miamona	Assistant spécial, AUC
50	Reatile Mochebelele	Conseiller en Infrastructure, Secrétariat du NEPAD
51	Godwin Punungwe	Conseiller en Transport, Secrétariat du NEPAD
Communautés économiques régionales		
52	David L.B. Kamara	Directeur de l'Infrastructure et de l'Industrie, CEDEAO
53	Joao Caholo	Secrétaire exécutif adjoint, SADC
54	Remigious Makumbe	Directeur principal p.i. et Directeur SADC, Infrastructure et Services
55	Antoine Ntsimi	Secrétaire général adjoint de la CEEAC
56	Jean-Paul Libebele	CEEAC
57	Amos Marawa	Directeur, Développement de l'infrastructure, COMESA
Autres		
58	Ahmed A Alyahya	DG, Département de la recherche et des études économiques, Fonds saoudien
59	Abdullah Alsubiai	Ingénieur civil principal, Fonds saoudien
60	Robert Okello	Directeur, NEPAD et Intégration régionale, CEA
61	Hachim Koumare	Président, SSATP
62	Karim Dahou	Conseiller technique, Forum pour le Partenariat avec l'Afrique
63	Ita Mannathoko	Conseiller de l'Administrateur, Groupe Afrique 1, Banque mondiale
Secrétariat ICA		
64	Alex Rugamba	Secrétariat ICA
65	Dr Andrew Roberts	Secrétariat ICA
66	Guillaume Grosso	Secrétariat ICA
67	Akira Murata	Secrétariat ICA
68	Donia Ben Saad	Appui admin.
69	Jeannette Ndongo	Appui admin.